

Grenoble fait ses GAM !

NAISSANCE D'UN GROUPE D'ACTION MUNICIPALE (GAM)	1
DU MOUVEMENT A LA GESTION	2

Naissance d'un Groupe d'action municipale (GAM)

Grenoble, au début des années 1960, est dotée d'un tissu industriel de haute technologie (nucléaire, électronique, électricité...), avec un enseignement universitaire à la hauteur. Elle est entourée de superbes massifs alpins propices à la pratique des sports de montagne. Toutes les conditions sont donc remplies pour attirer une main d'œuvre hautement qualifiée et exigeante dans le domaine social et culturel. Deux évènements¹ vont bouleverser la vie politique grenobloise :

- Le premier est un conflit dans l'entreprise Neyrpic au moment du rachat de celle-ci en 1963 par Alstom, des acquis sociaux et plusieurs centaines d'emploi sont remis en cause. Cette lutte de huit mois favorise le rassemblement des forces vives de la gauche grenobloise où se côtoient militants ouvriers et universitaires. La plupart se retrouvent dans des unions de quartier, dont celle des Alpains, connue pour son activité coopérative, l'Association populaire des familles (APF devenue CSCV puis CLCV²) en est à l'origine. Cette population est une représentation fidèle de la "nouvelle classe ouvrière" définie par Serge Mallet³ (l'un des fondateurs du PSU) et par Alain Touraine⁴, celle des ingénieurs, des techniciens, des ouvriers très qualifiés, ceux qui détiennent savoir et information.
- Le second est une question d'eau ! 1964, la ville s'agrandit vite et les circuits de distribution de l'eau ne sont plus adaptés, si bien qu'à certains moments de la journée elle n'arrive plus à tous les étages ! Hubert Dubedout⁵, grenoblois depuis 1958, en fait le constat : « *j'en ai eu assez de voir ma femme se lever tous les jours à cinq heures du matin pour faire provision d'eau dans la baignoire au quatrième étage où nous habitons* »⁶. Il entreprend sans réussite des démarches individuelles auprès des services compétents et, de guerre lasse, crée l'association des usagers de l'eau, la presse relaie l'information et les adhésions affluent ! Ce mouvement est un succès et Hubert Dubedout, bien que n'appartenant à aucun parti ou syndicat, est reconnu comme un homme d'action pragmatique et efficace ; c'est ainsi qu'il devient le porte-parole de l'association issue de ce mouvement : le "Groupe d'action municipale" ou **GAM**, sigle qui va devenir célèbre.

Ces évènements surgissent dans un contexte favorable au changement : la municipalité en place, droite bourgeoise et industrielle, sans grandes initiatives pour le bien public, mise à part l'obtention des Jeux olympiques d'hiver prévus pour 1968, est à bout de souffle et comme la gauche grenobloise, à l'exception du PSU, n'est pas au mieux de sa forme, toutes les conditions sont remplies pour que GAM et PSU, qui s'entendent comme larrons en foire, se mobilisent en vue des élections municipales de 1965.

¹ La source principale pour l'histoire du GAM de Grenoble provient de *Grenoble, le mythe blessé*, Pierre Frappat, 1979, éd. Alain Moreau

² La Confédération syndicale du cadre de vie est devenue en 1992 « Consommation, logement, cadre de vie » [CLCV](#)

³ Serge Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, 1963, Seuil

⁴ Alain Touraine, *La société post-industrielle*. Naissance d'une société, 1969, Denoël

⁵ Hubert Dubedout (1922-1986), maire de Grenoble de 1965 à 1983 et député de 1973 à 1983

⁶ Cité par Pierre Frappat, op.cit.

L'accord se fait vite avec la SFIO, mais le PCF ne veut rien entendre s'il n'a pas la tête de liste et la majorité au conseil municipal. Surtout, il ne supporte pas la bonne implantation militante de ces "bigam", ainsi nommés ironiquement par les camarades communistes. Georges Boulloud, ancien adjoint de la municipalité Dubedout et militant CGT à Neyrpic résume ainsi la situation : « *les relations avec les communistes étaient loin d'être paisibles. Pour eux, Dubedout représentait le capitalisme et s'allier avec lui, c'était trahir la classe ouvrière. Cette position rigide nous a posé un certain nombre de problèmes, notamment dans le cadre de l'intercommunalité, beaucoup de villes voisines étant dirigées par le PCF* »⁷ [2002]. Le PCF, persuadé d'arriver en tête de la gauche, présente donc sa propre liste. Mais en mars 1965, à la surprise générale, c'est l'inverse qui se produit, la liste Dubedout arrive en tête et le total gauche représente 55% des voix, la liste de droite du maire sortant est donc en ballottage très défavorable. Toutefois le PCF refuse de fusionner, mais accepte de se retirer sans consigne de vote. Le report des voix se fait relativement bien et H. Dubedout l'emporte au deuxième tour avec 52% des voix.

Il est intéressant de noter que le concept GAM, issu d'un mouvement social, s'est construit en dehors des partis politiques, à l'exception du PSU. Ce parti, petit en nombre mais grand par ses idées est encore, à cette époque, largement orienté vers l'action locale pragmatique, ce qui explique son adhésion immédiate à la démarche GAM, démarche qui entrebâille la porte de l'autogestion qui, bien que le concept ne soit pas encore capté par le PSU, commence à poindre dans le terreau de la toute nouvelle CFDT.

À la suite des élections municipales de 1971, [La Revue française de science politique](#) établit une comparaison des résultats de trois GAM (Chambéry, Grenoble, Valence) : « *Ce bilan fait apparaître, en dépit de performances électorales variables selon la situation locale, d'une part une vision commune de la gestion et de l'animation de la cité, d'autre part une collaboration nécessaire et ambiguë avec les forces de gauche, le Parti communiste récusant l'expérience. L'originalité du projet des GAM ne se heurte-t-elle pas à la résistance des organisations politiques traditionnelles et, pour réussir, ne doivent-ils pas s'intégrer dans un système dont ils remettent en cause certaines des formes et des fonctions ?* »⁸

Du mouvement à la gestion

Si le GAM a certainement été un mouvement d'émancipation à l'égard de la politique institutionnalisée, le passage à la gestion d'une ville de plus de 100 000 habitants n'est pas simple. Les nouveaux élus héritent de situations complexes, dont celle des jeux olympiques proches et pour lesquels il reste pratiquement tout à faire en trois ans. Le conseil municipal doit décider, parfois rapidement, donc sans beaucoup de concertation avec les habitants. Et quand cela est possible, comment faire ? Faut-il, par exemple, s'appuyer sur les unions de quartier, associations qui peuvent être très contestataires et où la droite et l'extrême gauche font de l'entrisme ? Faut-il leur substituer des comités de quartier consultatifs plus en phase avec la mairie ? Ces questions n'ont finalement pas trouvé de véritables réponses durant les trois mandats de l'équipe Dubedout. Les élus GAM, constate Pierre Frappat, « *plus que d'autres, ont ressenti l'absence de structures permettant de diffuser dans la population, non seulement les informations, mais surtout les débats permettant au pouvoir politique de prendre ses responsabilités dans la clarté* »⁹. Ils vont toutefois faire en sorte que

⁷ Territoires « La rupture démocratique » oct. 2002, N°431

⁸ Lecomte Patrick, Bernard Jean-Pierre, Blancherie Jean-Marc. "Les groupes d'action municipale dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry". [Revue française de science politique](#), n°2, 1972.

⁹ Pierre Frappat, op.cit.

certaines équipements socioculturels, gérés par des associations subventionnées, puissent avoir des fonctionnements préfigurant l'autogestion. Mais, souligne Hélène Hatzfeld [2005], « *beaucoup d'associations ont, dans les faits, été intégrées au fonctionnement municipal, [...] elles ont servi de relais aux élus et aux administrations [...]. L'institutionnalisation de ce rôle a épuisé les associations en les transformant en cabinet d'expertise et les réservoirs d'idées se sont asséchés (car) elles ont perdu des capacités d'animation et de mobilisation* »¹⁰.

© Pierre Thomé

juillet 2011

¹⁰ Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement*, 2005, éd. Presses Universitaires de Rennes